



Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 22 octobre 2019	WFP/EB.2/2019/7-A/3
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de pPlan stratégique de pays — Iraq (2020-2024)

Durée	1 ^{er} janvier 2020–31 décembre 2024
Coût total pour le PAM	460 514 522 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	4

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

L'Iraq est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure dont l'économie s'améliore progressivement depuis la défaite de l'État islamique de l'Iraq et du Levant et la reprise des exportations de pétrole. L'insécurité alimentaire n'y a cependant pas disparu, en particulier pour les personnes déplacées, les rapatriés et les populations rurales du sud du pays. Les difficultés que posent la reconstruction des infrastructures, la fourniture des services essentiels, la promotion de la cohésion sociale, la démobilisation des milices, la création d'emplois et l'amélioration de l'égalité des sexes, tout en maintenant la sécurité, ont fait obstacle aux efforts déployés par le pays pour progresser vers les objectifs de développement durable, notamment l'objectif 2 concernant l'élimination de la faim.

Le plan stratégique du PAM pour l'Iraq a été établi à partir des constatations et des recommandations d'un examen stratégique Faim zéro réalisé en 2018 auquel ont pris part les principaux partenaires publics et d'autres parties prenantes. Il a pour but global d'aider le Gouvernement à mettre plus rapidement en œuvre le Programme de développement durable à

Coordonnateurs responsables:

M. M. Hadi Directeur régional Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale courriel: muhannad.hadi@wfp.org	M. A. Meygag Directeur de pays courriel: abdirahman.meygag@wfp.org
--	--

l'horizon 2030 tout en réorientant le rôle du PAM qui n'assurera plus l'exécution directe des activités mais facilitera celle des programmes nationaux. Cette réorientation est cruciale dans un contexte qui exige de passer de l'intervention d'urgence immédiate au renforcement de la résilience, à la consolidation de la paix et au développement à long terme. En programmant des activités à dimension nutritionnelle susceptibles de faire évoluer les relations entre les sexes, le plan stratégique de pays vise trois effets directs stratégiques interdépendants qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17 en privilégiant l'intervention face à une crise (effet direct stratégique 1), la résilience des moyens d'existence (effet direct stratégique 2) et le renforcement des capacités (effet direct stratégique 3).

Au titre de l'effet direct stratégique 1, le PAM continuera d'apporter un appui immédiat aux populations en situation de crise, tout en contribuant aux moyens d'existence et à la résilience des systèmes alimentaires, notamment dans les communautés rurales, afin d'encourager le développement de l'agriculture. Au titre de l'effet direct stratégique 2, les zones géographiques visées par les activités de renforcement de la résilience et d'adaptation aux changements climatiques seront élargies pour inclure non seulement celles où se réinstallent des personnes déplacées mais également les zones ciblées dans le sud du pays où les indicateurs relatifs à la vulnérabilité et à l'insécurité alimentaire sont élevés. Dans le cadre de ses activités de renforcement de la résilience, le PAM privilégiera et encouragera la participation des femmes et des jeunes pour assurer l'équité et l'égalité, qui favorisent la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Et au titre de l'effet direct stratégique 3, le PAM réalisera des investissements stratégiques dans le renforcement des capacités des pouvoirs publics, notamment des institutions nationales et infranationales qui s'occupent de la protection sociale, de la préparation aux situations d'urgence et des systèmes d'alerte rapide, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'égalité des sexes et du développement des filières, en favorisant la coopération triangulaire.

Cette approche est en adéquation directe avec la volonté du Gouvernement d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030 et avec le plan national de développement pour 2018–2022, qui définit les priorités des divers secteurs en matière de développement et de réalisation des objectifs de développement durable, en mettant l'accent sur la reconstruction et le relèvement après des années de conflit.

Ce plan stratégique de pays du PAM est également conforme au plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2020–2024. En partenariat étroit avec les pouvoirs publics, les entités des Nations Unies, la Banque mondiale, les organisations non gouvernementales et la société civile, le PAM aidera ainsi l'Iraq à éliminer la faim, accompagnera le développement du pays et contribuera à l'amélioration des perspectives de paix.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'Iraq (2020–2024) (WFP/EB.2/2019/7-A/3), pour un coût total pour le PAM de 460 514 522 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. L'Iraq est classé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et occupe le 120^{ème} rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain de 2018. En raison des inégalités femmes-hommes systémiques et socioculturelles dans le pays, l'Iraq se situe au 123^{ème} rang sur 160 pays pour ce qui est de l'indice d'inégalité de genre de 2018. Au fil des ans, les inégalités femmes-hommes se sont vues aggravées par les sanctions économiques et le conflit armé. Les iraqiennes souffrent aujourd'hui de possibilités insuffisantes d'instruction et de soins, d'un accès limité au marché du travail et d'un degré élevé de violence et de discrimination.
2. ~~À mesure que le~~ Le Gouvernement ~~ayant repris~~ reprend le contrôle des territoires précédemment occupés par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL), les personnes déplacées commencent à regagner leurs foyers d'origine. En ~~avril~~ octobre 2019, il restait encore plus de 1,7-5 million d'Iraqiens déplacés dans l'ensemble du pays, en nombres quasiment égaux de femmes, d'hommes, de filles et de garçons¹. Certains ménages font état de déplacements secondaires car ils sont obligés de retourner dans les camps en raison des conditions de sécurité et du manque d'emplois ou de moyens d'existence dans leur région d'origine. Le taux de chômage est de 21,6 pour cent de la population active dans les gouvernorats les plus touchés par l'occupation de l'EIL, contre 11,2 pour cent dans le reste du pays². On estime que 13 pour cent des ménages de personnes déplacées et des ménages rapatriés sont dirigés par une femme³. Les ménages qui ne peuvent pas rentrer chez eux en raison de l'insécurité, de la destruction de leurs logements et des infrastructures ou de difficultés économiques restent dépendants de l'assistance de la communauté humanitaire pour subvenir à leurs besoins essentiels. Selon l'évaluation des dommages et des pertes réalisée par le Ministère du plan et analysée par la Banque mondiale, la reconstruction devrait demander au moins dix ans et coûter plus de 88 milliards de dollars⁴.
3. Malgré ces conditions difficiles, l'Iraq a nettement progressé sur la voie de la reconstruction et de la restauration de la paix. Les premières élections législatives convoquées depuis 2014 se sont déroulées en mai 2018. Après des mois de négociations, en septembre 2018, une grande coalition a permis l'élection d'un Président du Conseil des représentants, la nomination d'un nouveau Président et la nomination d'un Premier ministre⁵. Le nouveau Gouvernement a accordé la priorité à l'amélioration des services publics essentiels et au développement économique, exposant dans son programme pour 2018-2022 des plans

¹ Organisation internationale pour les migrations. 2018. *Iraq Mission: Displacement Tracking Matrix* (avril 2019). <http://iraqdtm.iom.int/>. Les données ne sont pas ventilées mais le pourcentage a été calculé à partir du recensement des personnes déplacées effectué par le PAM dans les camps.

² Banque mondiale, 2018. *Iraq's Economic Outlook - April 2018*. <https://www.worldbank.org/en/country/iraq/publication/economic-outlook-april-2018>. Les données disponibles ne sont pas ventilées. Toutefois, les inégalités entre les sexes en matière d'emploi sont patentes, puisque 18 pour cent seulement des femmes et des filles de plus de 15 ans font partie de la population active, contre 74 pour cent pour les hommes et les garçons (Banque mondiale, Portail de données sur la problématique femmes-hommes, données de 2016. <http://datatopics.worldbank.org/gender/country/iraq>).

³ PAM, 2016. *Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis - Iraq 2016*. <https://www.wfp.org/content/iraq-comprehensive-food-security-vulnerability-analysis-2016>.

⁴ Banque mondiale, 2018. *Iraq - Reconstruction and Investment: Volume 2 - Damage and Needs Assessment of Affected Governorates*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/600181520000498420/Iraq-Reconstruction-and-Investment-Volume-Two-Damage-and-Needs-Assessment-of-Affected-Governorates>.

⁵ La constitution iraquienne définit un quota de 25 pour cent de femmes au Parlement où l'on compte actuellement 84 femmes sur les 329 membres. Toutefois, être membre du Parlement ne signifie pas nécessairement avoir une influence politique et les femmes restent sous-représentées dans les instances gouvernantes nationales et locales. Wilson Center, 2019. *Women MPs in the Iraqi Parliament*. <https://www.wilsoncenter.org/blog-post/women-mps-the-iraqi-parliament>.

concrets en vue d'assurer le passage d'une intervention face à une crise à une situation de développement durable dans tous les secteurs. Toutefois, la transition politique n'a pas mis un point final au conflit et il est à craindre que la lenteur de la transition ne crée un vide sécuritaire susceptible d'être exploité par des acteurs non étatiques.

4. En Iraq, les changements climatiques, qui se sont manifestés par une hausse des températures, une diminution des précipitations, des phénomènes climatiques extrêmes et la sécheresse, mettent sérieusement en péril la sécurité alimentaire future du pays. La fréquence des épisodes de sécheresse, en particulier, menace les moyens d'existence de 23 pour cent de la population dont la vie est tributaire de l'agriculture. Cette proportion est de 40 pour cent dans les gouvernorats du sud⁶.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

5. Le Gouvernement a approuvé les objectifs de développement durable (ODD) et s'est engagé à faire en sorte que l'Iraq parvienne à les atteindre d'ici à 2030. Il donne la priorité aux mesures qui permettront d'atteindre plus rapidement la sécurité alimentaire et de renforcer la nutrition, conformément aux cibles de l'ODD 2. Néanmoins, étant donné les défis auxquels le pays est confronté, les progrès sont inégaux.
6. *Accès à l'alimentation.* S'agissant de la production de fruits, de légumes et de viande, l'Iraq était dans une large mesure autosuffisant et il a pu faire face à ses besoins en céréales principalement en important⁷. Toutefois, la demande de denrées alimentaires importées ne cesse d'augmenter car la production agricole nationale ne parvient pas à suivre le rythme imposé par une croissance démographique qui est actuellement de 2,7 pour cent par an⁸. Pour la plupart des produits alimentaires stratégiques, le pays est très dépendant des importations. En 2015, par exemple, cette dépendance a atteint 99,8 pour cent pour le sucre, 82,9 pour cent pour l'huile, 15,6 pour cent pour le riz et 50,3 pour cent pour les produits laitiers, chiffres qui soulignent combien il est nécessaire d'investir pour accroître la production nationale.
7. Le fait que la disponibilité de produits alimentaires est suffisante au niveau national ne garantit pas nécessairement l'accès à la nourriture à l'échelle des ménages ou au niveau individuel. Une analyse des tendances macroéconomiques et socioéconomiques de ces dernières années montre les risques considérables qui pèsent sur les ménages pauvres et sur leur sécurité alimentaire⁹. Le recul du produit intérieur brut (PIB), la hausse des prix alimentaires à la consommation, l'augmentation de l'incidence de la pauvreté et les déplacements massifs de population donnent une idée des répercussions que peuvent avoir les chocs macroéconomiques et socioéconomiques sur la sécurité alimentaire¹⁰. En outre, d'après l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, même si les ménages en situation d'insécurité alimentaire ne représentaient qu'un petit

⁶ Ministère du plan, 2018. *Strategy for the Reduction of Poverty in Iraq 2018–2022. Executive Summary.* <https://mop.gov.iq/en/static/uploads/1/pdf/15192838546d2344468c97dc099300d987509ebf27--Summary.pdf>

⁷ PAM, 2016. *Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis – Iraq 2016.* <https://www.wfp.org/content/iraq-comprehensive-food-security-vulnerability-analysis-2016>.

⁸ L'indice de fécondité (nombre moyen de naissances par femme) en Iraq était de 4,37 en 2016 selon les indicateurs de développement de la Banque mondiale. <https://tradingeconomics.com/iraq/fertility-rate-total-births-per-woman-wb-data.html>.

⁹ PAM, 2016. *Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis – Iraq 2016.* <https://www.wfp.org/content/iraq-comprehensive-food-security-vulnerability-analysis-2016>

¹⁰ Ces arguments sont développés dans un livre blanc de 2016 de la Banque mondiale sous la signature de N. Krishnan et S. Olivieri. *Losing the Gains of the Past: the Welfare and Distributional Impacts of the Twin Crises in Iraq 2014.* <http://documents.worldbank.org/curated/en/217401467995379476/pdf/WPS7567.pdf>.

pourcentage des résidents et des personnes déplacées (3 pour cent et 6 pour cent respectivement), une grande partie des ménages étaient en fait exposés à l'insécurité alimentaire (56 pour cent des résidents et 66 pour cent des personnes déplacées)¹¹. Malgré l'absence de données ventilées par sexe et par âge, les disparités existant dans le domaine de l'emploi, les possibilités d'activités de subsistance et la liberté de mouvement des femmes semblent indiquer que celles-ci ont moins accès à une alimentation adéquate que les hommes, que ce soit au sein de la famille ou en dehors.

8. Le principal filet de sécurité sociale en Iraq est le système public de distribution, qui est conçu pour fournir des produits alimentaires de base à l'ensemble de la population, même si, dans la réalité, sa couverture est limitée¹². D'après les conclusions de l'examen stratégique Faim zéro pour l'Iraq¹³, le système public de distribution ne permet pas de remédier à l'insécurité alimentaire et le coût d'exécution en est très élevé en raison de l'absence de hiérarchisation des priorités et de diverses fuites et défaillances au niveau des mécanismes d'approvisionnement et de livraison. La réforme du système de protection sociale, et notamment du système public de distribution, est une priorité nationale depuis quelque temps. Les récents efforts déployés pour moderniser les dispositifs d'information de ce système, sous l'égide du Ministère du commerce en partenariat avec le PAM et d'autres entités, ont stimulé l'appui en faveur de la réforme du système.
9. *Mettre fin à la malnutrition*. Les taux de malnutrition sont relativement faibles en Iraq. D'après l'enquête par grappes à indicateurs multiples de 2018, 2,9 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentent une insuffisance pondérale modérée, 2,5 pour cent souffrent d'émaciation modérée ou sévère, 9,9 pour cent présentent des retards de croissance modérés ou graves, et 6,6 pour cent sont en surpoids¹⁴. Si ces taux sont faibles, l'Iraq est cependant confronté au problème de la faim cachée. L'enquête établie en 2012 pour analyser les carences en micronutriments et les réponses à y apporter a montré que 19 pour cent des filles et des femmes non enceintes âgées de 15 à 49 ans souffraient d'anémie et que 74,5 pour cent présentaient des carences en vitamine D. La prévalence de l'anémie chez les enfants âgés de 6 à 59 mois était de 22,9 pour cent, avec un taux pouvant atteindre 67 pour cent chez les enfants âgés de 6 à 11 mois¹⁵. Selon l'enquête de surveillance par étapes (STEPS) menée en 2015 par l'Organisation mondiale de la Santé, les taux de prévalence de la surcharge pondérale et de l'obésité étaient également élevés chez les adultes, en particulier chez les femmes. Ainsi, environ 33,5 pour cent de la population (42,6 pour cent de femmes et 25,6 pour cent d'hommes) étaient obèses et 31,9 pour cent en surpoids (30,6 pour cent de femmes et 33,1 pour cent d'hommes). Les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants ont été jugées inadéquates, 26 pour cent seulement des nourrissons de 0 à 5 mois étant allaités exclusivement au sein¹⁶.
10. *Productivité et revenus des petits exploitants*. De 2007 à 2016, l'agriculture ne comptait que pour 6 pour cent du PIB annuel mais, à l'heure actuelle, elle représente environ 20 pour cent de l'emploi. Trente pour cent de la population vit dans des zones rurales où l'agriculture est la principale activité économique et où les taux de pauvreté peuvent atteindre 50 pour

¹¹ L'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, qui est réalisée à l'échelle des ménages, ne fournit pas de données ventilées par sexe et par âge.

¹² Le budget du système public de distribution s'est vu réduit de 5,9 milliards de dollars en 2008 à 3,6 milliards de dollars en 2009, puis est passé à 4 milliards de dollars en 2011 et est tombé à 1,6 milliard de dollars en 2017. Du fait de ces restrictions budgétaires, le système public de distribution n'a pu faire face à ses engagements.

¹³ PAM, 2018. *National Strategic Review of Food Security and Nutrition in Iraq* (Examen stratégique Faim zéro). <https://www1.wfp.org/publications/iraq-zero-hunger-strategic-review>.

¹⁴ Les chiffres sont similaires pour les filles et les garçons.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ UNICEF, 2018. *2018 Multiple Indicator Cluster Survey Briefing*. <https://www.unicef.org/iraq/media/481/file>.

cent¹⁷. Le secteur de l'agriculture, principal employeur des femmes¹⁸ et des ruraux, a gravement souffert du conflit avec l'EIL. On estime que celui-ci a causé au secteur des dommages d'un montant total de 2 400 milliards de dinars irakiens (soit 2,1 milliards de dollars)¹⁹, le coût des dégâts causés aux engins agricoles, qui sont indispensables à la production future, se montant à 689 milliards de dinars irakiens (ou 590,9 millions de dollars)²⁰. Le conflit a aussi épuisé les fonds de roulement des agriculteurs, sans compter les dommages causés aux serres, au cheptel et aux systèmes d'irrigation²¹.

11. Les taux de productivité agricole sont extrêmement bas (tout juste supérieurs à 2 tonnes par hectare pour les céréales) et ont pour conséquence des revenus faibles dans les communautés agricoles. L'absence d'activités locales de transformation, de transport et de stockage limite l'emploi non agricole, les changements climatiques et le détournement d'une partie des eaux en amont des cours d'eau constituant de nouvelles menaces²².
12. *Systèmes alimentaires durables*. Les terres agricoles²³ deviennent de plus en plus rares en Iraq, où 7 pour cent seulement du territoire était estimé fertile et arable en 2012, contre 12 pour cent en 2005. Les terres agricoles sont passées de 21 pour cent de la superficie totale du pays en 2005 à seulement 17,6 pour cent en 2012. Les changements climatiques devraient entraîner en Iraq une hausse de la température annuelle moyenne de 2 °C, et une baisse des précipitations annuelles moyennes de 9 pour cent d'ici à 2050, avec de nombreux épisodes de canicule et de sécheresse. L'analyse de l'incidence à long terme des changements climatiques sur la pluviométrie au cours des saisons de végétation a fait apparaître un décalage du début de la saison des cultures dans le sud et le centre du pays, et une réduction de 17 pour cent des précipitations, ce qui s'est traduit par une diminution du couvert végétal et une baisse de la productivité des sols²⁴. On s'attend en outre à une diminution sensible des précipitations qui alimentent les bassins hydrographiques de l'Euphrate et du Tigre, avec des réductions de 30 à 70 pour cent des ressources hydriques par rapport aux trois dernières décennies qui auraient de graves répercussions pour l'agriculture irriguée²⁵.

¹⁷ PAM, 2018. *National Strategic Review of Food Security and Nutrition in Iraq* (Examen stratégique Faim zéro). <https://www1.wfp.org/publications/iraq-zero-hunger-strategic-review>.

¹⁸ 43,7 pour cent des personnes employées dans l'agriculture sont des femmes (Banque mondiale, Portail de données sur la problématique femmes-hommes pour l'Iraq, données de 2016. <http://datatopics.worldbank.org/gender/country/iraq>).

¹⁹ Banque mondiale, 2018. *Iraq – Reconstruction and Investment: Volume 2 – Damage and Needs Assessment of Affected Governorates*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/600181520000498420/Iraq-Reconstruction-and-Investment-Volume-Two-Damage-and-Needs-Assessment-of-Affected-Governorates>.

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*

²² PAM, 2018. *National Strategic Review of Food Security and Nutrition in Iraq* (Examen stratégique Faim zéro). <https://www1.wfp.org/publications/iraq-zero-hunger-strategic-review>.

²³ Selon un rapport de 2017 de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la répartition des terres entre hommes et femmes est inégale en Iraq, où 26,2 pour cent des terres appartiennent à des femmes, contre 73,8 pour cent à des hommes. L'accès à la terre et les droits fonciers restent particulièrement problématiques pour les Iraquiennes, en particulier pour celles qui deviennent chef de famille quand leur mari meurt ou disparaît. USAID, 2018. *Country Profile Property Rights and Resource Governance*. https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2018/03/USAID_Land_Tenure_Country_Profile_Iraq.pdf

²⁴ Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), 2012. *Development of Salinity Models by Remote Sensing in Central and Southern Iraq*. Rapport technique. https://apps.icarda.org/wsInternet/wsInternet.aspx/DownloadFileToLocal?filePath=/Iraq_Projects/Iraq_Salinity/01_CompA_Remote_Sensing_Salinity_models_for_Mesopotamian_Region.pdf&fileName=01_CompA_Remote_Sensing_Salinity_models_for_Mesopotamian_Region.pdf.

²⁵ N. Adamo *et al.*, 2018. *The Future of the Tigris and Euphrates Water Resources in view of Climate Change*. *Journal of Earth Sciences and Geotechnical Engineering*, 8(3), pp. 59–74. https://www.researchgate.net/publication/324680990_The_Future_of_the_Tigris_and_Euphrates_Water_Resources_in_view_of_Climate_Change.

Environnement macroéconomique

13. L'économie est dominée par le secteur pétrolier, dont la part dans le PIB dépasse 65 pour cent et qui fournit 92 pour cent des recettes publiques²⁶. Selon la Banque mondiale²⁷, l'Iraq a progressé dans sa lutte contre la pauvreté jusqu'en 2012, année où le taux de pauvreté s'établissait à 18,9 pour cent, contre 22,4 pour cent en 2007. Toutefois, ce taux est passé à 22,5 pour cent en 2014 en raison de la baisse prolongée des cours du pétrole et de la guerre menée contre l'EIIL. Les femmes ont particulièrement souffert du conflit, car les restrictions imposées aux déplacements se sont répercutées sur l'accès à l'éducation, aux services de santé, à l'emploi et à l'espace public en général. Pour 2018, on estimait que la croissance globale du PIB redeviendrait positive et atteindrait 1,9 pour cent sous l'effet de l'amélioration notable des conditions de sécurité, du relèvement des cours du pétrole et du développement attendu des investissements publics et privés. La reprise économique de 2018 devrait également améliorer le PIB par habitant, qui passerait de 4 952 dollars pour 2017 à 5 597 dollars en 2018 d'après les estimations, niveau néanmoins inférieur à celui de 2013²⁸. Toutefois, la croissance économique reste inégalement répartie dans le pays ainsi qu'entre hommes, femmes, garçons et filles d'âges divers. La participation accrue des femmes sur le marché de l'emploi sera cruciale pour redynamiser l'économie et faire reculer la pauvreté.

Principaux liens intersectoriels

14. L'examen stratégique Faim zéro a relevé plusieurs problèmes interdépendants qui contribuaient à l'insécurité alimentaire et à la dénutrition en Iraq.
15. *Éliminer la pauvreté (ODD 1)*. Près de 22,5 pour cent des Iraquiens vivent au-dessous du seuil de pauvreté national – estimé à 105 000 dinars iraqiens, soit 84 dollars, par mois – proportion qui dépasse 30 pour cent dans le Sud et dans les zones précédemment occupées par l'EIIL, en tenant compte du fait que la pauvreté touche différemment les hommes, les femmes, les garçons et les filles d'âge et de niveaux de compétences différents²⁹. De plus, 30 pour cent de la population sont extrêmement vulnérables et risquent fort de basculer dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire³⁰.
16. *Égalité des sexes (ODD 5)*. Les inégalités et injustices femmes-hommes sont des questions cruciales. Le refus d'accorder l'égalité des chances dans le domaine de l'éducation, en particulier dans l'enseignement secondaire, a des incidences sur la capacité des filles et des femmes de subvenir à leurs besoins de façon indépendante et durable³¹. Les faibles taux

²⁶ Banque mondiale, 2018. *Iraq Economic Monitor: Toward Reconstruction, Economic Recovery and Fostering Social Cohesion*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/980021539372476570/Iraq-Economic-Monitor-Toward-Reconstruction-Economic-Recovery-and-Fostering-Social-Cohesion>.

²⁷ Banque mondiale, 2018. *Iraq's Economic Outlook – April 2018*. Les données ne sont pas ventilées. <https://www.worldbank.org/en/country/iraq/publication/economic-outlook-april-2018>.

²⁸ Banque mondiale, 2018. *Iraq Economic Monitor: Toward Reconstruction, Economic Recovery and Fostering Social Cohesion*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/980021539372476570/Iraq-Economic-Monitor-Toward-Reconstruction-Economic-Recovery-and-Fostering-Social-Cohesion>.

²⁹ PAM, 2016. *Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis – Iraq 2016*. <https://www.wfp.org/content/iraq-comprehensive-food-security-vulnerability-analysis-2016>.

³⁰ PAM, 2018. *National Strategic Review of Food Security and Nutrition in Iraq* (Examen stratégique Faim zéro). <https://www1.wfp.org/publications/iraq-zero-hunger-strategic-review>.

³¹ Pour 2015-2016, dans le centre de l'Iraq, le taux d'abandon scolaire des filles était supérieur à celui des garçons, en particulier pour le premier cycle de l'enseignement secondaire, au cours duquel 4,7 pour cent des filles arrêtaient leurs études, contre 3,6 pour cent des garçons. UNICEF, 2017. *The Cost and Benefits of Education in Iraq: an analysis of the education sector and strategies to maximize the benefits of education. The Cost and Benefits of Education in Iraq*. <https://reliefweb.int/report/iraq/cost-and-benefits-education-iraq-analysis-education-sector-and-strategies-maximize>.

d'alphabétisation,³² l'absence d'égalité des chances, les soins et les travaux domestiques non rémunérés des filles et des femmes, en particulier dans les zones rurales, contribuent aux disparités observées entre les sexes en matière de pauvreté et d'insécurité alimentaire. La violence sexiste, l'accès limité au système judiciaire, la forte croissance démographique, le peu de présence des femmes dans la sphère publique et leur dépendance économique sont autant d'obstacles à l'accès des femmes et des filles aux ressources qui leur permettraient d'assurer leur sécurité alimentaire³³.

17. *Travail décent et croissance économique (ODD 8)*. Le taux de chômage est de 11 pour cent au niveau national (7 pour cent pour les hommes et 13 pour cent pour les femmes en âge de travailler) et atteint 23 pour cent chez les jeunes des zones rurales et urbaines³⁴. Le chômage contribue non seulement à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, mais aussi à la pauvreté chronique des personnes déplacées et à la répartition inégale des revenus. D'après l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2016, les taux de chômage étaient de près de 11 pour cent pour les résidents, soit proches de la moyenne nationale, et d'environ 16 pour cent pour les personnes déplacées. Ceux des femmes et des filles étaient plus de deux fois supérieurs à ceux des hommes et des garçons, qu'il s'agisse des résidents ou des personnes déplacées³⁵. Par ailleurs, l'incapacité de créer des emplois pour les acteurs non étatiques démobilisés, qui sont pour la plupart de jeunes hommes, met sérieusement en péril la paix et la stabilité, et il est nécessaire de mettre en place des solutions durables pour les personnes déplacées qui ne seront pas en mesure de retourner dans leur région d'origine.
18. *Action climatique (ODD 13)*. La dégradation et la salinité des sols ont été importantes au cours des deux dernières décennies et devraient s'intensifier sous l'effet des changements climatiques et de l'aridité accrue, entraînant une disparition de moyens d'existence basés sur l'agriculture dont pâtiront tant les femmes que les hommes. On estime que les niveaux de salinité sont à l'origine de pertes agricoles se chiffrant à près de 300 millions de dollars par an. Ces pertes sont très considérables, en particulier dans les zones arides dont la salinité résulte de l'irrigation³⁶. La hausse des températures et la diminution des précipitations sont à l'origine de vagues de chaleur plus fréquentes et plus longues, qui vont nettement accroître la durée et la gravité des épisodes de sécheresse, avec des effets délétères pour la production agricole³⁷.
19. Ces problèmes sont aggravés, en particulier dans les zones rurales, par la faible productivité agricole due au conflit et par les inégalités entre les sexes qui compromettent la sécurité alimentaire et la nutrition et imposent aux hommes et aux garçons des rôles rigoristes qui

³² Moins de 50 pour cent des femmes et des filles de 15 à 24 ans sont alphabétisées en milieu rural, contre 72 à 80 pour cent en milieu urbain. Statista, 2018. *Iraq – Statistics and Facts*. <https://www.statista.com/topics/2375/iraq/>.

³³ Pour 10,4 pour cent des 54,5 pour cent de filles et de femmes de 15 à 19 ans ayant donné naissance à un enfant vivant, cette naissance s'était produite avant 15 ans. S. M. M. Hossain *et al.*, 2017. *Maternal and Neonatal Health in Select Districts of Iraq: Findings from a Recent Household Survey 2017*. <https://www.omicsonline.org/open-access/maternal-and-neonatal-health-in-select-districts-of-iraq-findings-from-a-recent-household-survey-2376-127X-1000395-105470.html>.

³⁴ Nations Unies, Profil de pays – Iraq, 2015. Il n'existe pas de données ventilées sur les jeunes. http://www.uniraq.com/index.php?option=com_k2&view=item&layout=item&id=941&Itemid=4&lang=en.

³⁵ PAM, 2016. *Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis – Iraq 2016*. <https://www.wfp.org/content/iraq-comprehensive-food-security-vulnerability-analysis-2016>.

³⁶ Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), 2012. *Development of Salinity Models by Remote Sensing in Central and Southern Iraq*. Technical report. https://apps.icarda.org/wsInternet/wsInternet.aspx/DownloadFileToLocal?filePath=/Iraq_Projects/Iraq_Salinity/01_CompA_Remote_Sensing_Salinity_models_for_Mesopotamian_Region.pdf&fileName=01_CompA_Remote_Sensing_Salinity_models_for_Mesopotamian_Region.pdf.

³⁷ Ministère des affaires étrangères. *Climate Change Profile, Iraq*. 2018. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Iraq_3.pdf.

freinent la réalisation de l'ODD 2. Le chômage et la pauvreté favorisent également les tensions et les conflits, qui contribuent à réduire encore la production agricole et les moyens d'existence. L'examen stratégique Faim zéro a montré qu'en dépit du grand nombre de politiques et de programmes mis en œuvre, les objectifs nationaux liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition n'avaient pas encore été atteints en raison de la fragmentation de l'approche adoptée, de l'insuffisance de la coordination entre les différentes institutions et de l'absence d'un thème fédérateur.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

20. L'examen stratégique Faim zéro a permis de dégager plusieurs recommandations prioritaires visant à atteindre l'objectif Faim zéro en respectant les orientations du plan national de développement et de la stratégie de réduction de la pauvreté. Ces recommandations sont les suivantes:

- *Améliorer les instruments de protection sociale.* Le système public de distribution a joué un rôle crucial en fournissant une aide aux ménages et en alimentant les marchés locaux en produits alimentaires. Parallèlement au système public de distribution, le réseau national de protection sociale apporte un complément de revenu à 401 000 familles. Toutefois, bien que les ménages pauvres bénéficient grandement du système public de distribution, sa nature universelle le rend trop coûteux et inefficace et son ampleur même nuit aux secteurs de l'agriculture et du commerce. Dans le cadre de l'examen stratégique Faim zéro, il a été proposé de rattacher le réseau national de protection sociale au système public de distribution, ce qui ouvrirait la voie à une réforme complète de la protection sociale en Iraq et à la mise en place d'un système efficace de suivi et d'évaluation avec des cibles claires et des indicateurs de résultats quantifiables.
- *Renforcer la production agricole et assurer sa viabilité.* L'examen stratégique Faim zéro a mis en lumière les nombreuses possibilités qui existent d'améliorer la sécurité alimentaire en investissant dans la productivité de l'agriculture; il a recommandé d'accorder la priorité à la mise en œuvre du plan national d'adaptation aux changements climatiques, à la mise en valeur des terres et au développement de l'irrigation (y compris le drainage), au renforcement sur un mode inclusif de la résilience des communautés et à la préparation aux situations d'urgence, ainsi qu'à des initiatives de diversification des moyens d'existence qui sont destinées et bénéficient aux femmes et aux hommes sur un pied d'égalité et permettent aux communautés de mieux résister aux épisodes de sécheresse répétés et aux effets des changements climatiques.
- *Remédier au triple fardeau de la malnutrition.* Pour résoudre durablement les problèmes liés à la faim cachée d'une part et aux mauvaises pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants de l'autre, des interventions multisectorielles sont nécessaires au niveau national, à commencer par un ciblage fondé sur des données factuelles et la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe et par âge. Ces interventions, économiquement rationnelles, mettront l'accent sur les femmes, les nourrissons et les jeunes enfants afin d'améliorer les résultats de tous en matière de nutrition.
- *Augmenter l'emploi, en particulier des femmes et des jeunes de plus de 18 ans.* L'examen stratégique Faim zéro a fait apparaître que les filles et les femmes iraqiennes continuaient d'avoir peu accès à une éducation de qualité et à un emploi décent, en particulier celles issues de communautés rurales défavorisées de zones reculées. Leurs perspectives d'emploi ou d'entrepreneuriat se limitaient par ailleurs à une gamme d'occupations considérées comme étant socialement acceptables pour elles,

renforçant ainsi les stéréotypes sexistes qui constituent un frein au développement durable.

- *Réformer les politiques relatives à la commercialisation, aux échanges et à la fixation des prix.* Le Ministère du commerce est le principal importateur de denrées stratégiques essentielles telles que le blé, le riz, l'huile végétale et les légumineuses. L'examen stratégique Faim zéro a recommandé de réformer le système public de distribution en structurant les prix intérieurs de façon à offrir au secteur privé de plus amples possibilités de s'y associer.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

21. Le plan national de développement pour 2018–2022 énonce les priorités sectorielles pour le développement et la réalisation des ODD au cours des cinq prochaines années, l'accent étant mis sur les activités de reconstruction et de relèvement après des années de conflit. Ce plan est complété par la stratégie de réduction de la pauvreté pour 2018–2022, qui définit six objectifs essentiels pour le Gouvernement et ses partenaires: des revenus plus élevés et durables; une meilleure santé; une meilleure éducation; un logement adapté; la protection sociale; et les interventions d'urgence. Le Gouvernement a également commencé à élaborer sa Vision 2030 conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux ODD, dans laquelle il recense et prend en compte les priorités stratégiques de développement du pays à moyen et long terme.
22. Bien que le Gouvernement iraquien ne soumette pas de rapport au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, il a entériné la stratégie nationale de lutte contre la violence faite aux femmes (2013–2017) et la stratégie nationale pour l'amélioration du statut des femmes iraqiennes (2014–2018). Mais ni l'une ni l'autre de ces stratégies n'a été dûment mise en œuvre en raison de la situation politique et économique et de l'insécurité régnant en Iraq, de la prégnance des usages discriminatoires à l'égard des femmes, de l'absence de programmes en faveur de l'autonomisation et de l'intégration économiques et sociales des femmes ainsi que du peu de soutien financier apporté par les institutions publiques.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

23. Les institutions des Nations Unies intervenant en Iraq travaillent avec les pouvoirs publics à la formulation d'un plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2020–2024, qui sera pleinement aligné sur les priorités du pays. Conformément aux instructions concernant le plan-cadre de coopération, le plan stratégique de pays (PSP) du PAM sera harmonisé avec le plan-cadre de coopération. Alors que les plans d'aide humanitaire pour l'Iraq de ces dernières années mettaient l'accent sur les besoins immédiats consistant à sauver la vie des personnes fuyant l'EIL, celui de 2019 établit une distinction entre les besoins des personnes déplacées depuis longtemps et n'ayant pas de perspective immédiate de retour, de celles qui sont retournées chez elles mais n'ont pas trouvé les conditions de sécurité ou les services nécessaires et de celles qui souhaitent rentrer mais sont dans l'incapacité de le faire pour des raisons diverses. L'action menée au titre du plan d'aide humanitaire est complétée par l'intervention humanitaire du Gouvernement et par le programme de l'équipe de pays des Nations Unies axé sur le redressement et la résilience, conformément à la volonté du Gouvernement d'assurer une reconstruction multidimensionnelle. Ensemble, le plan-cadre de coopération et le plan d'aide humanitaire constituent la trame de la contribution des Nations Unies à la réalisation de l'ODD 2 en Iraq.

24. Le PAM a récemment signé un mémorandum d'accord au niveau du pays avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en vue de collaborer plus étroitement et de renforcer la coordination stratégique et opérationnelle, et de programmer conjointement des activités axées sur la résilience et les moyens d'existence. Le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) préparent des actions conjointes de renforcement des capacités des pouvoirs publics et le PAM met en place un partenariat similaire dans le pays avec la Banque mondiale portant sur diverses thématiques, notamment la protection sociale, l'analyse des besoins et le ciblage, la gestion des risques, l'intervention en cas de crise, le renforcement de la résilience et la prise en compte de la problématique femmes-hommes à tous les niveaux. Le PAM copréside le groupe de travail de la protection sociale avec la Banque mondiale et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

25. Il ressort de l'évaluation du portefeuille de pays de 2016 que les activités du PAM correspondaient bien aux besoins humanitaires d'urgence et aux politiques et objectifs du Gouvernement et des donateurs concernant les besoins du développement, mais que les résultats ont été mitigés. Le PAM a tiré parti de ses avantages comparatifs et de ses compétences logistiques pour venir en aide à un nombre important de personnes déplacées dans une zone géographique très étendue, et s'est positionné stratégiquement aux côtés de ses homologues des Nations Unies, en veillant à la fois à répondre aux besoins humanitaires immédiats et à favoriser ou à instaurer des modalités d'appui plus souples dans un environnement opérationnel périlleux. D'autre part, la mission d'évaluation recommandait notamment au PAM de réorienter ses activités de développement des capacités vers des programmes de protection sociale ciblés dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire. À la demande du Gouvernement, le PAM a mis en œuvre des activités d'alimentation scolaire en Iraq de manière intermittente pendant plusieurs années, en particulier dans les régions où le conflit avait cessé. En 2018, le PAM a fourni des repas scolaires à 85 000 écoliers de 145 écoles primaires à l'ouest de Mossoul au lendemain du conflit. Les écoles ont été un puissant moyen de protection sociale, contribuant à renforcer la cohésion et la stabilité au sein de la société, à éliminer les obstacles existant en matière d'éducation et de nutrition, en particulier pour les filles, et à remettre les communautés sur pied dans la dernière partie de la ville reprise par les forces gouvernementales, celles qui avaient le plus besoin d'aide.
26. En 2019, l'action du PAM reste axée sur la fourniture d'une aide vitale aux ménages déplacés. Malgré les efforts déployés par le Gouvernement pour encourager les personnes déplacées à retourner chez elles, les déplacements prolongés et secondaires demeurent un sujet de préoccupation. Plus de 1 million de personnes déplacées sont rentrées chez elles depuis janvier 2018, mais le manque de moyens d'existence et d'appui aux rapatriés correspondant à leurs besoins, en fonction de leur sexe et de leur âge, nuit à la stabilisation des communautés et à la relance de l'économie locale. Il est urgent de remettre en état les infrastructures agricoles et de les utiliser pour appuyer la création d'emplois équitables pour les femmes et les hommes d'âges différents dans les zones où s'établissent les rapatriés afin d'encourager l'autosuffisance alimentaire et d'améliorer progressivement les chaînes de valeur qui permettront à la population de dégager des revenus tout en améliorant les systèmes alimentaires du pays.

2.2 Potentialités pour le PAM

27. Le PSP offre des possibilités de collaboration plus large avec le Gouvernement et l'équipe de pays des Nations Unies, grâce auxquelles le PAM pourra contribuer aux dispositifs de planification à long terme, notamment le plan national de développement et la stratégie de réduction de la pauvreté, et renforcer les capacités dans le domaine de la protection sociale. Le PAM participe à la planification du nouveau plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2020–2024, qui permettra d'harmoniser l'action des Nations Unies avec les ODD et les priorités du Gouvernement.
28. Compte tenu de l'évolution de la situation dans le pays et conformément à la stratégie du Gouvernement, le PAM peut envisager de ne plus se limiter aux interventions humanitaires et de passer au renforcement de la résilience et à l'adaptation aux changements climatiques; en mettant davantage l'accent sur les femmes et les jeunes, en particulier dans les zones où vivent des rapatriés, celles où l'insécurité alimentaire est la plus marquée et celles où les chocs naturels sont fréquents. Grâce à sa collaboration avec de grands acteurs du développement comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la FAO et la Banque mondiale, le PAM est mieux à même d'adapter ses programmes pour aider les rapatriés et d'autres communautés vulnérables du pays en situation d'insécurité alimentaire. Des activités agricoles, comme la remise en état des canaux, ont également permis au PAM de restaurer de vastes étendues de terres arables qui rendront le système alimentaire plus durable tout en offrant des possibilités d'emplois indispensables pour les communautés des zones exposées aux chocs.
29. L'intérêt que porte le Gouvernement à la modernisation du système public de distribution offre une excellente occasion de lancer un programme élargi de renforcement des capacités. Le PAM a déjà engagé avec le Ministère du commerce une action de modernisation du système public de distribution, qui constituera à l'avenir le principal filet de protection sociale du pays et permettra au PAM de mettre progressivement un terme à son assistance humanitaire. Un travail d'interopérabilité pour la planification et le partage des données, qui contribuera à unifier l'information entre les différents ministères, est également en cours. L'expérience acquise par le PAM en matière d'alimentation scolaire en fait un acteur de premier plan capable d'aider le Ministère de l'éducation à transformer le programme national d'alimentation scolaire en un filet de sécurité tenant davantage compte de l'égalité des sexes, de l'âge et de la nutrition et susceptible d'améliorer la cohésion sociale dans les zones touchées par le conflit. Le Ministère de l'éducation a demandé au PAM son appui pour exécuter un projet ponctuel d'alimentation scolaire d'urgence au cours de l'année scolaire 2019/2020, dans le cadre duquel le PAM fournira des repas scolaires dans les zones ciblées tout en renforçant les capacités nécessaires aux pouvoirs publics pour reprendre la pleine responsabilité du programme dès l'année scolaire suivante.

2.3 Réorientations stratégiques

30. Le PSP provisoire de transition en cours marque un tournant en ce qui concerne l'engagement du PAM en Iraq, qui a distinctement effectué un virage de l'intervention humanitaire d'urgence à des activités à plus long terme de relèvement et d'amélioration des moyens d'existence. Le PSP pour 2020–2024 poursuit cette réorientation en définissant une transition qui fera du PAM non plus un organisme d'exécution mais un catalyseur; il abandonnera ainsi progressivement la mise en œuvre directe d'activités d'assistance alimentaire pour se tourner vers des interventions de renforcement de la résilience des individus et des institutions, qui les doteront des moyens de subvenir à l'avenir à leurs propres besoins. L'action du PAM part du principe que le développement et la paix sont intrinsèquement liés et que les interventions humanitaires peuvent contribuer à mettre en place des solutions durables. Le PAM veillera par ailleurs à favoriser l'égalité des sexes et

l'autonomisation des femmes en s'assurant que des analyses ventilées par sexe et par âge soient bien utilisées pour élaborer les programmes et les plans d'action ciblés.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

31. Pour répondre aux constatations issues d'une analyse des lacunes et des problèmes, des priorités du pays, des enseignements tirés de l'expérience et des perspectives qui se dessinent, et compte tenu des recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro, le bureau de pays va privilégier trois effets directs stratégiques fortement interdépendants afin d'aider le Gouvernement à atteindre les cibles des ODD 2 et 17.
32. Au titre de l'effet direct stratégique 1, le PAM continuera d'apporter une aide immédiate aux personnes touchées par une crise tout en s'attachant, au titre de l'effet direct stratégique 2, à renforcer de manière inclusive et équitable la résilience des moyens d'existence et des systèmes alimentaires, notamment dans les communautés agricoles, afin d'améliorer le développement de l'agriculture. Les activités de renforcement de la résilience et d'adaptation aux changements climatiques verront leur couverture géographique s'élargir non seulement aux zones de retour des personnes déplacées, mais aussi à celles où les indicateurs liés à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté et aux inégalités sont particulièrement élevés, notamment dans le sud du pays³⁸. Le PAM veillera à ce que les femmes et les hommes d'âges différents (sans oublier les jeunes) participent sur un pied d'égalité de façon à promouvoir des programmes inclusifs et participatifs qui répondent aux besoins individuels et contribuent à l'élimination des normes discriminatoires à l'égard des femmes fondées sur le sexe et l'âge. Au titre de l'effet direct stratégique 3, le PAM investira de manière stratégique dans le renforcement des capacités du Gouvernement, à savoir les capacités des institutions nationales et infranationales chargées de la protection sociale, de la préparation aux situations d'urgence, des systèmes d'alerte rapide, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'égalité des sexes et du développement des chaînes de valeur, ainsi que de la promotion de la coopération triangulaire.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les personnes touchées par une crise en Iraq, notamment les personnes déplacées et les réfugiés, sont en mesure de subvenir toute l'année à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, pendant et après la crise

33. Afin de garantir l'accès à l'alimentation et à la nutrition et d'atteindre ainsi la cible 1 de l'ODD 2, le PAM continuera de fournir un appui immédiat aux personnes touchées par une crise. Trois groupes principaux de personnes ont besoin de l'aide du PAM: les personnes déplacées dans le pays, les réfugiés syriens et les autres personnes touchées par une crise. Cet effet direct stratégique contribue à la réalisation de l'effet 1.3 du plan-cadre de

³⁸ Selon les estimations de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2016, c'est dans les zones touchées par le conflit avec l'EIL que les taux de pauvreté sont les plus élevés (41,2 pour cent) ainsi que dans le sud du pays (31,5 pour cent). En recourant à l'approche uniformisée pour ces indicateurs, l'analyse constatait que, parmi les ménages résidents, ceux des gouvernorats du Sud étaient les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Pour ce qui est des ménages irakiens en particulier, l'insécurité alimentaire était plus directement liée à la taille du ménage et à l'âge, à l'emploi et à la richesse du chef de famille. Les ménages dirigés par une femme sont plus exposés à l'insécurité alimentaire que ceux dirigés par un homme, et les femmes sont dans l'ensemble sous-représentées dans la population active.

coopération des Nations Unies pour le développement durable concernant la cohésion sociale, la protection et les services inclusifs en faveur des personnes en Iraq³⁹.

Domaine d'action privilégié

34. Cet effet direct stratégique concerne l'intervention en cas de crise.

Produits escomptés

35. Les produits ci-après permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:

- Les personnes déplacées vulnérables et d'autres personnes touchées par une crise reçoivent une assistance alimentaire qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels fondamentaux.
- Les réfugiés vulnérables reçoivent une assistance alimentaire qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels fondamentaux.

Activité essentielle

Activité 1: Fournir une assistance alimentaire non assortie de conditions aux personnes déplacées, aux réfugiés et à d'autres personnes touchées par une crise

36. L'activité principale consiste à fournir des transferts de type monétaire non assortis de conditions aux personnes déplacées, aux réfugiés et à d'autres personnes touchées par une crise. Cette assistance sera assurée conformément aux instructions du Comité permanent interorganisations concernant l'égalité femmes-hommes, la protection et l'obligation de rendre compte aux populations touchées, et sera adaptée aux besoins particuliers des femmes, des hommes, des filles et des garçons, en tenant compte du handicap.
37. Conformément aux plans du Gouvernement qui envisage de regrouper et de fermer des camps et compte tenu du ciblage en cours, le bureau de pays prévoit qu'il sera encore nécessaire de venir en aide aux personnes déplacées les plus exposées à l'insécurité alimentaire en 2020 et en 2021, soit 250 000 personnes en 2020 et 125 000 en 2021⁴⁰. Le PAM va progressivement transférer la responsabilité de l'assistance aux personnes déplacées au Ministère du commerce, au Ministère des émigrés et des déplacés et au Ministère du travail et des affaires sociales.
38. Conformément au plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, le PAM collaborera avec d'autres entités des Nations Unies afin d'influer sur les orientations retenues pour trouver des solutions durables et équitables qui permettent aux personnes déplacées depuis longtemps de vivre dans la dignité et de parvenir graduellement à l'autosuffisance alimentaire et nutritionnelle.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, les populations ciblées, notamment les agriculteurs, disposent de moyens d'existence renforcés et sont plus résilientes en cas de choc

39. Pour aider le pays à atteindre la cible 4 de l'ODD 2 concernant les systèmes de production alimentaire durable, le PAM appuiera le développement des moyens d'existence et du

³⁹ Effet 1.3: Les personnes en Iraq participent aux dispositifs efficaces existant aux niveaux national, infranational et communautaire qui sont axés sur la prévention, l'atténuation et la gestion du conflit et contribuent à la cohésion sociale et à la coexistence pacifique, et en tirent pleinement parti, l'accent étant mis en particulier sur l'encadrement par des femmes et des jeunes des processus de décision, de consolidation de la paix et de réconciliation (Priorité stratégique 1 du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable: assurer la cohésion sociale, la protection et l'inclusion).

⁴⁰ L'équipe de pays pour l'action humanitaire a récemment décidé qu'un plan d'aide humanitaire serait élaboré pour 2020 étant donné que peu de personnes déplacées avaient pu retourner vers leur lieu d'origine en 2019. Le Gouvernement prévoit que toutes les personnes déplacées seront rentrées chez elles au cours des deux années à venir.

capital humain des femmes et des hommes de tous âges, notamment des petits exploitants agricoles, afin d'améliorer la production agricole.

40. Plus de 4 millions de personnes sont retournées dans leur foyer, dont 1 million depuis janvier 2018, mais le manque de moyens d'existence et d'appui aux rapatriés dans leur lieu d'origine ne favorise ni un retour durable et digne, ni la stabilisation des communautés, ni la relance des économies locales. Il est urgent d'améliorer la production agricole des petits exploitants dans les zones de retour afin de garantir l'autosuffisance alimentaire et d'améliorer progressivement les chaînes de valeur qui permettront à la population de tirer un revenu de la commercialisation de leurs excédents et de redynamiser les économies locales.
41. À partir de 2022, les activités seront axées sur le renforcement des systèmes alimentaires et l'extension des activités de renforcement de la résilience menées dans les zones sortant juste du conflit à des zones très exposées à l'insécurité alimentaire, notamment dans le sud du pays, en intensifiant les interventions axées sur l'adaptation aux changements climatiques. Ces activités mettront davantage l'accent sur les femmes et les jeunes. Cet effet direct stratégique contribue aux effets 2.2 et 4.1-2 du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en favorisant une croissance économique inclusive et la résilience face aux changements climatiques^{41, 42}.

Domaine d'action privilégié

42. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

43. Les produits ci-après permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
 - Les communautés ciblées bénéficient des actifs créés ou remis en état qui améliorent leur productivité agricole, leur adaptation aux changements climatiques (ODD 13) et la cohésion sociale (ODD 16).
 - Les exploitants agricoles ciblés bénéficient de capacités techniques et de compétences monnayables renforcées qui leur permettent d'augmenter leurs revenus agricoles et d'améliorer leurs moyens d'existence.
 - Les agriculteurs et les personnes en situation d'insécurité alimentaire ciblés, en particulier les femmes et les jeunes, reçoivent une assistance assortie de conditions en échange de leur participation à des activités axées sur les moyens d'existence et des activités de création d'actifs qui renforcent leur degré d'autosuffisance.

⁴¹ Effet 2.2: Les personnes en Iraq ont des capacités renforcées qui leur permettent d'avoir accès et de participer, sur un mode inclusif, à des activités économiques, notamment autres que de petites et moyennes entreprises, afin d'améliorer leur résilience face aux chocs économiques. (Priorité stratégique 2 du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable: Promouvoir une croissance économique pour tous).

⁴² Effet 4.12: La population iraquienne, les institutions infranationales, la société civile et le secteur privé s'engagent plus résolument à assurer une gestion plus responsable, inclusive, rigoureuse et transparente des ressources naturelles et de l'environnement. Des politiques et des cadres renforcés dûment financés, sont mis en œuvre pour assurer la gestion des ressources naturelles (y compris les problèmes transfrontaliers), développer les ressources renouvelables et accroître la résilience face aux changements climatiques, aux perturbations environnementales et aux aléas naturels, ainsi qu'aux catastrophes d'origine humaine ou naturelle. (Priorité stratégique 4 du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable: Promouvoir la gestion des ressources naturelles et des risques de catastrophe et la résilience face aux changements climatiques).

Activité essentielle

Activité 2: Appuyer les communautés et les exploitants agricoles ciblés à l'aide d'interventions en faveur des moyens d'existence et d'activités de création d'actifs et d'adaptation aux changements climatiques, y compris le renforcement des capacités

44. Les groupes ciblés, notamment les exploitants agricoles, les femmes et les jeunes, bénéficieront de transferts assortis de conditions en échange de leur participation à des activités axées sur les moyens d'existence et tireront équitablement parti de la construction ou de la remise en état d'actifs pour améliorer leur autosuffisance. Les femmes et les jeunes seront prioritaires afin de réduire les inégalités économiques associées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.
45. Des programmes innovants conçus selon des modalités participatives et inclusives doteront les jeunes, femmes et hommes, en situation d'insécurité alimentaire de compétences essentielles, notamment en langue anglaise et en informatique, pour leur permettre de se procurer un revenu à distance et d'être compétitifs sur le marché local de l'emploi.
46. Les exploitants agricoles ciblés bénéficieront d'un renforcement de leurs aptitudes techniques et de leurs compétences monnayables pour améliorer les revenus qu'ils tirent de l'agriculture et leurs moyens d'existence. La collaboration avec les services publics de vulgarisation agricole permettra d'assurer la pérennité des résultats des programmes à moyen terme. Toutes les activités sont conçues pour renforcer les capacités d'adaptation et d'absorption des chocs et pour réduire le risque de dépendance de l'aide humanitaire et d'autres réseaux de soutien. On s'efforcera d'élaborer des projets pluriannuels durables visant à transformer les relations femmes-hommes, sur la base d'analyses régulières ventilées par sexe et par âge, d'une planification à long terme, de partenariats stratégiques et de la mise en cohérence avec le plan de développement national et la stratégie de réduction de la pauvreté.
47. Pour maximiser l'impact des activités axées sur la résilience, le PAM recourra davantage à son approche à trois niveaux en introduisant la programmation saisonnière des moyens d'existence et la planification participative à assise communautaire de façon à associer les divers membres des communautés, notamment les femmes, à la définition des besoins et au choix des activités retenues pour améliorer la sécurité alimentaire de tous. En poursuivant la collaboration avec la FAO, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG), les femmes seront davantage associées à la conception et à l'exécution d'activités équitables propices à leur émancipation.
48. Avec l'aide de l'Institut international de Stockholm pour la paix, le bureau de pays s'efforcera d'intensifier les activités concernant la résilience au sein des communautés où des processus de médiation favorisant le retour des personnes déplacées sont en cours d'élaboration. Le PAM s'efforcera également de mettre en œuvre des activités qui dépassent les clivages existant dans les communautés en construisant des actifs partagés accessibles aux femmes et aux hommes, qui en assurent ensemble la gestion.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2024, les institutions nationales et infranationales disposent de capacités et de systèmes renforcés pour cibler et aider les personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire

49. Cet effet direct stratégique représente la contribution du PAM à long terme aux moyens et aux dispositifs de planification du pays, moyennant le renforcement des capacités dans plusieurs secteurs. Les résultats escomptés sont: des filets publics de sécurité sociale plus fonctionnels, plus efficaces, plus équitables et plus inclusifs; des capacités accrues de gestion des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire par les pouvoirs publics; une aptitude renforcée du Ministère de l'éducation en matière de mise en œuvre de

programmes nationaux d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle susceptibles de transformer les relations entre les sexes; une sensibilisation accrue des citoyens irakiens en matière de nutrition; et des capacités renforcées des autorités nationales et de celles des gouvernorats pour faire face aux crises futures. Cet effet direct permettra d'obtenir l'effet 3.1 du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en renforçant les institutions et les systèmes en Iraq⁴³. Les produits correspondants contribuent à la réalisation de l'ODD 16 en améliorant l'efficacité, le respect du principe de responsabilité et la transparence au sein des institutions pour que les femmes, les hommes, les filles et les garçons de tout l'Iraq en bénéficient.

Domaine d'action privilégié

50. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

51. Les produits ci-après permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:

- Les personnes vulnérables bénéficient des améliorations du système de distribution et des filets de sécurité publics qui renforcent leur sécurité alimentaire et leur nutrition.
- Les personnes vulnérables bénéficient de l'amélioration des systèmes d'information, du renforcement des capacités et des mécanismes de coordination des interventions axées sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture.
- Les enfants en âge scolaire bénéficient des capacités accrues du Gouvernement national en matière de gestion d'un programme national d'alimentation scolaire qui facilite l'accès à des aliments nutritifs, favorise une éducation équitable et offre des chances égales (ODD 4).
- Les personnes et les communautés vulnérables bénéficient d'activités adaptées de sensibilisation à la nutrition et de communication visant à faire évoluer la société et les comportements pour tenter de faire reculer la mauvaise nutrition.
- Les personnes vulnérables bénéficient de systèmes améliorés de préparation aux situations d'urgence et d'alerte rapide.

Activités essentielles

Activité 3: Fournir aux responsables gouvernementaux et aux partenaires un appui en matière de renforcement des capacités institutionnelles

52. Le PAM fournira un appui technique à l'Iraq pour réaliser l'enquête socioéconomique auprès des ménages en ajoutant un volet concernant la sécurité alimentaire à l'analyse et en veillant à ce que les données soient systématiquement ventilées par sexe et par âge. Un système de suivi de la sécurité alimentaire tenant compte du sexe et de l'âge sera mis en œuvre en collaboration avec l'Organisation centrale de la statistique. Le PAM aidera également le Gouvernement à renforcer ses moyens de préparation aux situations d'urgence et d'alerte rapide.

⁴³ Effet 3.1: Des institutions et des systèmes renforcés fournissent des éléments factuels privilégiant la dimension humaine et des services équitables et inclusifs répondant aux besoins, en fonction du sexe et de l'âge, en particulier aux personnes les plus vulnérables, en privilégiant en particulier l'encadrement des processus décisionnels par des femmes. (Priorité stratégique 3 du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable: Renforcement des institutions et des services).

53. Le PAM, qui n'exécutera plus directement d'activités d'alimentation scolaire, aidera le Gouvernement dès qu'il assumera la pleine responsabilité du programme d'alimentation scolaire, à compter de l'année 2020/2021. Il fournira un appui technique au Ministère de l'éducation pour l'aider à mettre en place un programme d'alimentation scolaire davantage axé sur la nutrition et sur la transformation des relations entre les sexes, en encourageant dans la mesure du possible le recours à la production locale et en faisant en sorte que les filles poursuivent leurs études secondaires plus longtemps, que les résultats scolaires s'améliorent et que l'émancipation économique des femmes progresse.
54. Le PAM mettra en place des interventions communautaires fondées sur une approche de la nutrition favorisant la transformation des relations entre les sexes, en prévoyant des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, adaptées aux divers besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons des différentes communautés, et en accordant une attention particulière au triple fardeau de la malnutrition.

Activité 4: Fournir un appui aux responsables gouvernementaux et aux partenaires en matière de développement des technologies de l'information pour gérer la modernisation du système public de distribution et le renforcement du volet filets de sécurité du système public de protection sociale

55. Le système public de distribution et le réseau de protection sociale seront revus et renforcés pour faire en sorte qu'ils fournissent des services sociaux inclusifs, efficaces et équitables aux citoyens irakiens dans le besoin. Le PAM conduira les organismes des Nations Unies appuyant la réforme du système public de distribution, en mettant l'accent sur: le renforcement des technologies de l'information nécessaires à la gestion du système; une meilleure définition des priorités, y compris en matière de ciblage des personnes pauvres; l'abandon des subventions générales au profit de transferts de type monétaire ciblés, s'il y a lieu; et l'amélioration du suivi et de l'évaluation en tenant compte de la problématique femmes-hommes. Le PAM s'attachera à répondre aux besoins sociaux spécifiques des femmes, des adolescents et des jeunes.
56. Le PAM apportera un appui technique au Ministère du commerce pour qu'il mette en place un système efficace de gestion des bénéficiaires et des prestations et dispensera des conseils sur le ciblage du système public de distribution pour qu'il puisse devenir un programme de filets de sécurité sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes s'inscrivant dans le régime irakien global de protection sociale.
57. Pour encourager la mise en place d'un système national de protection sociale mieux coordonné, intégré et prenant en compte le sexe et l'âge des bénéficiaires, le PAM collabore avec le Ministère du travail et des affaires sociales, le Ministère du commerce, le Ministère des émigrés et des déplacés ainsi que la Banque mondiale en vue d'établir un groupe de travail technique composé de représentants des organismes des Nations Unies et des ONG qui élaborera une structure de gouvernance, un cadre général et des directives relatifs au partage des données ainsi qu'une plateforme technologique permettant l'interopérabilité. Ce sera là un bon point de départ pour créer un registre unifié pour la protection sociale, ce qui va dans le sens de la réforme envisagée dans la deuxième stratégie de réduction de la pauvreté (2018–2022) de l'Iraq et dans son cadre stratégique relatif à la protection sociale.
58. La Banque mondiale entretient de solides relations avec le Ministère du travail et des affaires sociales et le PAM a noué un robuste partenariat avec le Ministère du commerce. La "valeur ajoutée" de l'intervention du PAM sera de réunir tous les partenaires. Afin de développer les dispositifs publics de protection sociale de manière efficace et efficiente, tout en assurant une couverture équitable, le PAM veillera à jeter les bases d'un système public intégré de filets de sécurité sociale.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

59. Pour mettre en œuvre le PSP, le PAM va se concentrer sur la réalisation des ODD 2 et 17 en menant des activités axées sur le renforcement de la protection sociale et des capacités. Les discussions interministérielles en cours ont pour but d'améliorer la coordination entre le PAM, le Ministère du commerce, le Ministère des émigrés et des déplacés et le Ministère du travail et des affaires sociales, qui s'occupent tous des personnes déplacées. Ce travail de coordination devrait entraîner des gains d'efficacité et éviter tout chevauchement des activités. Le développement à plus grande échelle des dispositifs publics de protection sociale, en veillant à ce qu'ils tiennent compte du sexe et de l'âge, s'inscrira dans une stratégie de retrait de l'assistance humanitaire du PAM. Le PSP sera axé sur le renforcement des capacités qui permettent aux pouvoirs publics d'assurer la gestion directe des activités d'assistance humanitaire et de développement. L'un des axes stratégiques en sera la progression de l'égalité femmes-hommes car l'élimination de la faim est subordonnée à l'égalité des sexes.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

60. Au cours de la période de mise en œuvre du PSP, le PAM aura plus de 1 million de bénéficiaires directs, dont 27,8 pour cent sont des femmes, 27,2 pour cent des hommes, 21,5 pour cent des filles et 23,5 pour cent des garçons. Les critères de ciblage différeront d'une activité à l'autre mais tiendront compte des facteurs de vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, notamment le sexe, l'âge et le handicap.
61. Au titre de l'effet direct stratégique 1, le PAM ciblera 250 000 personnes déplacées en 2020 en prévoyant des plans de secours pour venir en aide à 30 000 personnes touchées par une crise ou confrontées à de nouveaux risques tels que l'instabilité politique, l'insécurité, le conflit armé ou une catastrophe, que ce soit sur le territoire iraquien ou au-delà des frontières nationales. Il transférera progressivement la responsabilité de l'assistance en faveur des personnes déplacées au Gouvernement dans le cadre des programmes publics de filets de sécurité sociale afin de réduire progressivement ses propres activités pour venir en aide à un nombre de bénéficiaires directs estimé à 125 000 personnes en 2021, et de se retirer définitivement en 2022.
62. De nombreuses personnes déplacées depuis longtemps, femmes et hommes, se sont constitué des moyens d'existence sur leur lieu de déplacement, et des ménages de personnes déplacées ont été repris en charge par les régimes de salaires publics et d'autres filets de sécurité, notamment le système public de distribution et le réseau national de protection sociale. Pour faire face à cette situation et à la diminution des financements versés en faveur de l'intervention face à la crise en Iraq, le PAM a procédé à une opération de ciblage pour s'assurer que seules les personnes déplacées en situation d'insécurité alimentaire reçoivent son assistance. Ce travail de ciblage a pris fin en juin 2019 et les premiers résultats ont permis de calculer les chiffres de planification des bénéficiaires à inclure dans le PSP.
63. Les registres du HCR indiquent que 252 451 réfugiés syriens – dont 26,3 pour cent de femmes, 30,4 pour cent d'hommes, 21,0 pour cent de filles et 22,3 pour cent de garçons – résidaient encore en Iraq en janvier 2019. L'évaluation conjointe de la vulnérabilité réalisée par le PAM et le HCR en 2017 et le travail récent de ciblage ont montré que 35 000 de ces réfugiés se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire modérée et auraient besoin de l'assistance du PAM pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels. Toutefois, les réfugiés syriens sont bien intégrés au sein des communautés d'accueil et peuvent travailler en dehors des camps.

64. Au titre de l'effet direct stratégique 2, pendant la période d'exécution du PSP, 446 000 personnes vulnérables, y compris des agriculteurs, recevront des transferts de type monétaire en échange de leur participation à des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs ou la formation. Afin de cibler les zones géographiques les plus adaptées aux activités axées sur la résilience, une analyse intégrée du contexte sera effectuée, en complément de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité déjà réalisée par le PAM, des évaluations des dégâts et des pertes menées à bien par la FAO et des estimations des besoins des divers groupes sectoriels réalisées par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires. En outre, 43 500 producteurs agricoles (dont plus de 50 pour cent de femmes) bénéficieront des capacités renforcées d'adaptation résultant de l'adoption de pratiques agricoles résilientes et des moyens techniques supplémentaires dont disposeront les institutions nationales pour accompagner le développement d'une agriculture résiliente face aux changements climatiques.
65. Au titre de l'effet direct stratégique 3, le PAM travaillera avec le Ministère de l'éducation au cours du premier semestre de 2020 pour mettre en œuvre une intervention d'alimentation scolaire de courte durée en faveur de 300 000 écoliers du primaire dans les écoles publiques (dont 49,3 pour cent de filles et 50,7 pour cent de garçons) dans les zones ciblées. L'intervention sera entièrement financée par le Gouvernement et s'inscrira dans la stratégie préalablement convenue de renforcement des capacités des pouvoirs publics et de retrait du PAM.

Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1	1. Fournir une assistance alimentaire non assortie de conditions aux personnes déplacées, aux réfugiés et à d'autres personnes touchées par une crise	67 410	74 025	87 885	85 680	315 000
2	2. Appuyer les communautés et les exploitants agricoles ciblés à l'aide d'interventions en faveur des moyens d'existence et d'activités de création d'actifs et d'adaptation aux changements climatiques, y compris le renforcement des capacités	95 444	104 810	124 434	121 312	446 000
3	3. Fournir aux responsables gouvernementaux et aux partenaires un appui en matière de renforcement des capacités institutionnelles	147 900	152 100	0	0	300 000
Total (hors chevauchement)*		310 277	330 411	211 697	206 385	1 058 770

* 0,5 pour cent des bénéficiaires de l'activité 2 profiteront aussi d'autres activités.

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

66. Dans le cadre du PSP, les transferts de type monétaire seront la seule modalité d'assistance pour tous les bénéficiaires. Le choix de cette modalité est en l'occurrence adapté parce que l'Iraq est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure dont près de 70 pour cent de la population est urbaine et où les marchés sont opérationnels et intégrés⁴⁴. La téléphonie mobile se développe et les transferts de type monétaire par téléphone portable se propagent, tout comme l'implantation des services financiers pour ceux qui étaient auparavant exclus du système financier⁴⁵. Les marchés, qui sont alimentés par les producteurs locaux et par des importations, sont la première source d'approvisionnement alimentaire des ménages irakiens. Le suivi des prix sur ces marchés montre que les prix des denrées alimentaires sont restés stables depuis janvier 2019.
67. Le bureau de pays utilisera principalement les transferts de type monétaire par téléphonie mobile pour livrer l'assistance alimentaire aux bénéficiaires pour ce qui est des effets directs stratégiques 1 et 2; si cela n'est pas possible, il distribuera des bons électroniques par le biais de la plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts. Le suivi des effets directs réalisé en décembre 2018 a montré que 80 pour cent des bénéficiaires préféraient recevoir une assistance monétaire⁴⁶ et que les bénéficiaires de transferts monétaires étaient mieux notés pour les indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire, notamment le score de consommation alimentaire, le score de diversité du régime alimentaire du ménage et l'indice des stratégies de survie. En Iraq, les transferts monétaires sont actuellement moins rentables que l'assistance alimentaire en nature, principalement parce que les produits alimentaires sont importés des pays voisins et que les détaillants et leurs fournisseurs doivent assumer des frais supplémentaires pour s'approvisionner, notamment des taxes et redevances que le PAM ne paie pas. Toutefois, en offrant aux bénéficiaires une gamme plus large de denrées sur les marchés irakiens bien achalandés, l'assistance monétaire améliore les indicateurs de sécurité alimentaire, comme le montre le suivi des résultats.

⁴⁴ PAM, 2018. *National Strategic Review of Food Security and Nutrition in Iraq* (Examen stratégique Faim zéro). <https://www1.wfp.org/publications/iraq-zero-hunger-strategic-review>.

⁴⁵ Il existe un faible écart entre les sexes de 6 pour cent (au détriment des femmes) en ce qui concerne l'accès à la téléphonie mobile en Iraq selon le rapport de GSM Association, *Bridging the gender gap: Mobile access and usage in low and middle-income countries, 2015* (https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2016/03/GSMA_Bridging-the-gender-gap_Methodology3.2015.pdf).

⁴⁶ Un pourcentage égal d'hommes et de femmes ont dit préférer l'assistance de type monétaire.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (<i>grammes/personne/jour</i>) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (<i>dollars/personne/jour</i>), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ						
	Effet direct stratégique 1			Effet direct stratégique 2		Effet direct stratégique 3
	Activité 1			Activité 2		Activité 3
Type de bénéficiaires	Personnes déplacées	Réfugiés	Personnes touchées par une crise	Participants aux activités d'assistance monétaire pour la création d'actifs	Participants aux activités d'assistance monétaire pour la formation	Écoliers
Modalité	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
Transferts de type monétaire (<i>dollars/personne/jour</i>)	0,484	0,627	0,627	3,333	1,71	0,55
Nombre de jours d'alimentation par mois	30	30	15	22	22	20

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (<i>en tonnes</i>)	Total (<i>en dollars</i>)
Total (produits alimentaires)	-	-
Transferts de type monétaire		195 239 728
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)		195 239 728

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

68. Pendant toute la durée d'exécution du PSP, le bureau de pays encouragera la coopération Sud-Sud avec d'autres pays de la région, notamment l'Égypte et l'Inde, ce qui pourra renforcer les programmes de protection sociale grâce à l'assistance technique et aux échanges. Les possibilités de coopération Sud-Sud dans le domaine de l'alimentation scolaire seront examinées avec le Kenya, le Mali et la Tunisie.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

69. Le bureau de pays a au cours de la période 2018-2019 remplacé quasiment la totalité de ses activités de transfert d'assistance alimentaire en nature par des transferts de type monétaire et envisage de n'utiliser que des transferts de type monétaire d'ici à 2020. Grâce aux activités de son unité des achats et au recours aux bons électroniques dans les camps, où les marchés locaux ne sont pas très présents, les produits alimentaires seront plus accessibles aux bénéficiaires qui les recevront dans les boutiques des détaillants sous-traitants dans les camps.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

70. Pour appuyer la mise en œuvre du PSP, une mission d'harmonisation organisationnelle du Siège et du bureau régional envoyée au bureau de pays en mai 2019 a dispensé des conseils spécialisés et donné des instructions pour s'assurer que la structure du bureau de pays en Iraq corresponde aux besoins du PSP. Afin d'orienter ses opérations sur les zones dont les besoins sont les plus importants, le PAM envisage également d'établir progressivement une présence à Basrah pour gérer les projets dans le sud du pays, tout en réduisant ses bureaux de terrain dans le nord.

4.5 Partenariats

71. En Iraq, le PAM travaille avec des institutions nationales, des organismes des Nations Unies, des ONG et d'autres partenaires. Toutes les activités du PSP sont mises en œuvre en partenariat, comme le précisent les paragraphes ci-après.
72. Pour ce qui est de l'effet direct stratégique 1, le PAM va harmoniser son action avec les plans et les priorités publics, en particulier du Ministère des émigrés et des déplacés, du Centre commun de coordination et de suivi et du Centre commun de coordination des crises. Il va concevoir et mettre en œuvre l'activité 1 en collaboration étroite avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le HCR, l'Organisation internationale pour les migrations, l'UNICEF, des organisations de la société civile et des ONG nationales et internationales. Les activités 1 et 2 seront mises en œuvre grâce à des partenariats solides et de longue durée, directs ou de réserve, avec des ONG nationales et internationales compétentes, des prestataires de services financiers et autres.
73. Au titre de l'effet direct stratégique 2, le PAM exécutera les activités en collaboration avec le Ministère de la santé et de l'environnement, le Ministère de l'agriculture, le Ministère des ressources hydrauliques, le Ministère d'état à la condition féminine et le Conseil supérieur de la condition féminine et travaillera en étroite coordination avec les administrations des gouvernorats. Il collaborera également avec de grands acteurs du développement comme la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole, la FAO, le PNUD et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ainsi qu'avec d'autres organismes des Nations Unies comme ONU-Femmes, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et le Service de la lutte antimines de l'ONU, ainsi que des ONG nationales et internationales et des organisation de la société civile.
74. Au titre de l'effet direct stratégique 3, les activités de renforcement des capacités du PAM aideront le Gouvernement, y compris le Ministère du travail et des affaires sociales, le Ministère du commerce, le Ministère de l'éducation, le Ministère de l'agriculture, le Ministère de la santé et de l'environnement, le Ministère du plan, l'Organisation centrale de la statistique, le Ministère des émigrés et des déplacés, le Ministère d'État chargé de la condition féminine, le Conseil supérieur de la condition féminine et le Bureau du Premier Ministre, et la mise en œuvre en sera coordonnée avec la Banque mondiale, la FAO, l'UNICEF, le PNUD, ONU-Femmes et le Fonds des Nations Unies pour la population.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

75. Le PAM continuera de renforcer le système de suivi et d'évaluation en améliorant la qualité des données, en veillant à ce qu'il tienne compte du sexe et de l'âge et en mettant au point des solutions et des outils harmonisés à cette fin. Il réalisera des enquêtes de référence et des évaluations du suivi pour mesurer les progrès concernant l'utilisation des indicateurs se rapportant aux nouveaux effets directs stratégiques, aux produits et aux problématiques transversales. Des entités tierces assureront le suivi de la mise en œuvre des activités pour le compte du PAM dans les zones inaccessibles ou difficiles à atteindre pour son personnel

ou celui d'autres organismes des Nations Unies. Les activités de suivi utiliseront la boîte à outils du PAM pour le suivi et l'évaluation, conformément au Cadre de résultats institutionnels et aux prescriptions minimales définies en matière de suivi des indicateurs relatifs aux processus, aux produits et aux effets directs. Des ressources suffisantes seront prévues pour les activités de suivi et d'évaluation dans le budget de portefeuille de pays. Le bureau de pays élaborera pour le PSP une solide stratégie de suivi, d'examen et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes et réalisera un examen à mi-parcours en 2022 conformément aux directives institutionnelles en vigueur.

76. Le PAM élaborera et appliquera une stratégie de suivi, d'examen et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes. Conformément aux politiques et bonnes pratiques du PAM, les perspectives des deux sexes seront prises en compte au cours des phases de suivi et d'analyse pour que femmes et hommes y contribuent de manière équilibrée. Le bureau de pays veillera à se doter de capacités suffisantes de suivi et d'évaluation tenant compte de cette problématique, y compris en recrutant des employés supplémentaires du pays (des deux sexes).
77. L'examen stratégique Faim zéro a souligné qu'il n'existait pas de système de suivi et d'évaluation efficace, avec des indicateurs bien définis, permettant de suivre et d'apprécier les progrès de la mise en œuvre des programmes publics. Le PAM aidera à renforcer les dispositifs nationaux de suivi existants ou prévus, en collaboration avec les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires, aidera le Gouvernement à assurer un suivi efficace des progrès au regard de tous les effets directs relatifs aux indicateurs de l'ODD 2.
78. Le bureau de pays va prévoir des fonds pour financer des évaluations décentralisées, qui devraient être effectuées en 2021 pour l'appui fourni par le PAM au Gouvernement au titre de l'effet direct stratégique 3 et en 2022 pour les activités concernant la résilience au titre de l'effet direct stratégique 2. Le bureau de pays budgétisera également un montant de 250 000 dollars pour une évaluation du CSP qui sera réalisée avant la fin de la période d'exécution en vue d'aider à élaborer le plan suivant, et ~~une somme de~~ fournira une contribution de 50 000 dollars pour une évaluation de la mise en œuvre du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

79. Compte tenu de la persistance de tensions sectaires et ethniques, il existe un risque de reprise des combats qui pourrait accroître les besoins humanitaires. Le PAM maîtrisera ce risque en surveillant les conditions de sécurité, en assurant la coordination et en partageant l'information avec les autorités locales et les autres intervenants humanitaires ainsi qu'en prévoyant des plans d'urgence.
80. Les inégalités et l'absence d'équité entre hommes et femmes restent des questions épineuses pour le PAM en ce qui concerne l'obtention des effets directs stratégiques et l'appui aux priorités nationales en rapport avec la sécurité alimentaire et la nutrition. L'analyse en cours ventilée par sexe et par âge permettra d'élaborer un programme susceptible de transformer les relations femmes-hommes et d'aider à prendre en compte cette problématique dans le cadre de toutes les activités du PSP.
81. Un autre risque tient à la possibilité que le PAM ne reçoive pas des ressources suffisantes pour financer le PSP. Pour atténuer ce risque, le PAM continuera de mobiliser les donateurs et les parties prenantes et élaborera un plan d'action concernant les partenariats pour accompagner son action de mobilisation des ressources.

Risques opérationnels

82. Comme le PSP prévoit d'abandonner progressivement l'assistance alimentaire en nature au profit de transferts de type monétaire, le risque opérationnel principal est que les produits alimentaires ne soient pas disponibles si les marchés subissent le contrecoup d'une reprise du conflit ou si des problèmes d'accès se posent. Le PAM continuera d'assurer un suivi étroit des marchés et des conditions de sécurité et fera en sorte que la plateforme SCOPE serve de moyen de secours au cas où il devienne impossible d'assurer les transferts par téléphone mobile.

Risques fiduciaires

83. En 2018, l'Iraq se classait au 168^{ème} rang sur les 180 pays pris en compte pour l'indice de perception de la corruption. La programmation de ressources importantes en faveur du renforcement des capacités des entités publiques augmente les risques de fraude, de détournement, d'ingérence politique et de corruption. Pour atténuer ces risques, le bureau de pays a renforcé ses fonctions de contrôle et augmenté le nombre de ses missions ponctuelles de vérification sur place de façon à connaître les risques encourus par les partenaires. Avec l'appui du bureau régional, des ateliers de sensibilisation à la lutte contre la fraude et la corruption seront organisés à Bagdad et à Erbil à la fin de 2019. Le PAM a entrepris des examens périodiques de conformité pour s'assurer que ses instructions et règlements sont correctement appliqués par tous les services, les bureaux, les partenaires coopérants et les contrôleurs tiers. Pour renforcer cette action, deux membres du personnel du bureau de pays recrutés sur le plan international et deux membres du personnel recrutés sur le plan national ont suivi un cours organisé à Amman sur la lutte contre la fraude et la corruption validé par un certificat.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)						
Effet direct stratégique	Année 1 2020	Année 2 2021	Année 3 2022	Année 4 2023	Année 5 2024	Total
1	70 480 066	45 511 305	16 399 442	16 218 553	16 228 139	164 837 505
2	40 433 634	42 608 047	44 325 577	44 092 286	43 085 784	214 545 328
3	54 084 532	7 940 913	6 628 700	6 409 092	6 068 453	81 131 690
Total	164 998 232	96 060 265	67 353 719	66 719 930	65 382 376	460 514 522

6.2 Perspectives de financement

84. Le PSP montre comment le PAM adopte progressivement des solutions plus durables, en mettant non seulement l'accent sur l'intervention d'urgence en faveur des personnes déplacées mais également sur la résilience des moyens d'existence en vue d'améliorer l'autosuffisance et de s'assurer que les rapatriés et les communautés d'accueil ne soient pas dépendants de l'assistance humanitaire à l'avenir et, en dernier ressort, d'améliorer la cohésion sociale. La réussite dépendra de la mise en place de solides partenariats. Le PAM continuera de créer des passerelles entre action humanitaire, développement et consolidation de la paix, en s'associant aux principaux acteurs, notamment les autorités publiques, les communautés locales et les organismes d'aide humanitaire et de développement.

85. Compte tenu des prévisions et des contributions confirmées de donateurs anciens et nouveaux, les perspectives de financement des activités en Iraq sont bonnes. Au cours de la formulation du PSP, le PAM a consulté les donateurs et les partenaires qui ont fait part de leur ferme soutien pour la réorientation du PSP et de leur intérêt à poursuivre le financement du bureau de pays dans les années à venir. Le PAM affectera des montants suffisants aux activités qui contribuent aux effets directs relatifs à l'égalité des sexes.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

86. Le PAM a élaboré un plan d'action concernant les partenariats reliant les priorités des partenaires aux effets directs stratégiques et aux activités du PSP, en recensant les possibilités d'intensification des partenariats avec des donateurs traditionnels ou autres, le Gouvernement iraquien, des organismes des Nations Unies, des institutions financières internationales, des organisations de la société civile, les milieux universitaires, des groupes de réflexion et des entités privées. À partir de cette analyse, le PAM a entamé des discussions avec plusieurs donateurs en vue d'encourager les dons pluriannuels pour appuyer ses activités de développement des capacités et de renforcement de la résilience en Iraq, en collaboration étroite avec le Gouvernement. Le PAM espère que ces discussions permettront de mobiliser des financements suffisants pour financer les besoins de chacune de ses activités. Outre ses contacts réguliers avec le Gouvernement et les donateurs, le bureau de pays signera des accords de partenariat avec la Banque mondiale et des organisations de la société civile et étudiera les possibilités de soutien complémentaire pour le PSP par le secteur privé, qu'il s'agisse de financements, de savoir-faire ou d'actions de sensibilisation.

ANNEXE I**CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR L'IRAQ (2020-2024)**

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les personnes touchées par une crise en Iraq, notamment les personnes déplacées et les réfugiés, sont en mesure de subvenir toute l'année à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, pendant et après la crise

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Les bénéficiaires utiliseront les ressources pour acquérir des produits alimentaires complémentaires et nutritifs pour enrichir leur alimentation; la production locale et les conditions économiques garantissent la disponibilité d'aliments complémentaires sur les marchés; les conditions de sécurité permettent aux personnes d'accéder de manière stable à l'assistance alimentaire et aux aliments d'appoint sur les marchés ou grâce à leur propre production.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrée à l'alimentation

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence (moyenne)

Activités et produits

1. Fournir une assistance alimentaire non assortie de conditions aux personnes déplacées, aux réfugiés et à d'autres personnes touchées par une crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les personnes déplacées vulnérables et d'autres personnes touchées par une crise reçoivent une assistance alimentaire qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels fondamentaux (A. Ressources transférées)

Les réfugiés vulnérables reçoivent une assistance alimentaire qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels fondamentaux (A. Ressources transférées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, les populations ciblées, notamment les agriculteurs, disposent de moyens d'existence renforcés et sont plus résilientes en cas de choc

Catégorie d'effet direct correspondante: amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

L'offre d'un revenu facilement disponible par le biais de transferts en espèces assortis de conditions est une incitation suffisamment forte pour que le travail puisse être effectué/accompli; la filière d'approvisionnement est sécurisée; les partenaires coopérants sont en mesure d'effectuer des distributions; les bénéficiaires consomment les produits alimentaires reçues au titre de l'aide; les agriculteurs adoptent des pratiques agricoles résilientes face au climat.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrée à l'alimentation

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité de gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Activités et produits

2. Appuyer les communautés et les exploitants agricoles ciblés à l'aide d'interventions en faveur des moyens d'existence et d'activités de création d'actifs et d'adaptation aux changements climatiques, y compris le renforcement des capacités (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les communautés ciblées bénéficient des actifs créés ou remis en état qui améliorent leur productivité agricole, leur adaptation aux changements climatiques (ODD 13) et la cohésion sociale (ODD 16) (D. Actifs créés)

Les agriculteurs et les personnes en situation d'insécurité alimentaire ciblés, en particulier les femmes et les jeunes, reçoivent une assistance assortie de conditions en échange de leur participation à des activités axées sur les moyens d'existence et des activités de création d'actifs qui renforcent leur degré d'autosuffisance (A. Ressources transférées)

Les exploitants agricoles ciblés bénéficient de capacités techniques et de compétences monnayables renforcées qui leur permettent d'augmenter leurs revenus agricoles et d'améliorer leurs moyens d'existence (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2024, les institutions nationales et infranationales disposent de capacités et de systèmes renforcés pour cibler et aider les personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Les institutions nationales et infranationales élaborent un système de sélection des bénéficiaires.

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de programmes nationaux améliorés grâce à une coopération Sud-Sud ou triangulaire menée avec l'appui du PAM

Ressources mobilisées (en dollars) en faveur de systèmes ou de services axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Taux de poursuite des études/taux d'abandon des études

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER

Activités et produits

3. Fournir aux responsables gouvernementaux et aux partenaires un appui en matière de renforcement des capacités institutionnelles (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les enfants en âge scolaire bénéficient des capacités accrues du Gouvernement national en matière de gestion d'un programme national d'alimentation scolaire qui facilite l'accès à des aliments nutritifs, favorise une éducation équitable et offre des chances égales (ODD 4) (A. Ressources transférées)

Les enfants en âge scolaire bénéficient des capacités accrues du Gouvernement national en matière de gestion d'un programme national d'alimentation scolaire qui facilite l'accès à des aliments nutritifs, favorise une éducation équitable et offre des chances égales (ODD 4) (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les enfants en âge scolaire bénéficient des capacités accrues du Gouvernement national en matière de gestion d'un programme national d'alimentation scolaire qui facilite l'accès à des aliments nutritifs, favorise une éducation équitable et offre des chances égales (ODD 4) (N. Alimentation scolaire assurée)

Les personnes et les communautés vulnérables bénéficient d'activités adaptées de sensibilisation à la nutrition et de communication visant à faire évoluer la société et les comportements pour tenter de faire reculer la mauvaise nutrition (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes vulnérables bénéficient de l'amélioration des systèmes d'information, du renforcement des capacités et des mécanismes de coordination des interventions axées sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes vulnérables bénéficient de systèmes améliorés de préparation aux situations d'urgence et d'alerte rapide (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

4. Fournir un appui aux responsables gouvernementaux et aux partenaires en matière de développement des technologies de l'information pour gérer la modernisation du système public de distribution et le renforcement du volet filets de sécurité du système public de protection sociale (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les personnes vulnérables bénéficient des améliorations du système de distribution et des filets de sécurité publics qui renforcent leur sécurité alimentaire et leur nutrition (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

En mode révision

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme

C.1.2: Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité

C.2.3: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité

C.2.4: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultats transversaux**

C.4.1: Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin



ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)				
	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 4	Résultat stratégique 5	
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Total
Transferts	133 919 741	166 259 059	63 782 406	363 961 205
Mise en œuvre	6 822 476	12 733 051	6 409 382	25 964 908
Coûts d'appui directs ajustés	14 034 783	22 458 903	5 988 202	42 481 888
Total partiel	154 777 000	201 451 012	76 179 990	432 408 002
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	10 060 505	13 094 316	4 951 699	28 106 520
Total	164 837 505	214 545 328	81 131 690	460 514 522

Liste des sigles utilisés dans le présent document

EIIL	État islamique d'Iraq et du Levant
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international